

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL de la CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, des CHAMBRES DE COMMERCE, des BUREAUX DE CONTRÔLE, des ASSOCIATIONS PATRONALES de l'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE et de la FIDUCIAIRE HORLOGÈRE SUISSE (Fidhor)

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse Fr. 15.- Fr. 7.50
Union postale . . . 27.- 13.50
Majoration pour abonnement par la poste
Compte de chèques postaux IV b 426

Paraissant le Jeudi à La Chaux-de-Fonds

LES CONSULATS SUISSES À L'ÉTRANGER REÇOIVENT LE JOURNAL

Annonces: Publicitas, S. A. suisse de Publicité, 5, rue St-Honoré, Neuchâtel, Tél. 5.11.87
Succursales et Agences en Suisse et à l'Étranger

ANNONCES:

suisse 15 centimes le millimètre,
étrangères 20 cts. le millimètre.
Les annonces se paient d'avance.

Les Grandes Puissances et l'organisation économique du monde

I.

Les Grandes Puissances

On nomme Grandes Puissances des Etats de grande surface, aux nombreuses aptitudes naturelles, de situation géographique généralement favorable. Elles se distinguent aussi par la masse de leur population, leur civilisation technique, leurs activités, leur commerce extérieur.

Quelles sont ces Grandes Puissances? Que vaut l'organisation économique du globe, puisque en somme celle-ci est en partie leur œuvre?

Sept Etats peuvent briquer l'honneur — si c'en est un — de figurer au rang des Grandes Puissances.

Deux sont extra-européens: Les Etats-Unis et le Japon. Des cinq qui restent, deux ne sont pas franchement européens: l'U.R.S.S., à la frontière orientale du continent, et l'Empire britannique, sur la façade occidentale de celui-ci. En dernière analyse, la France, l'Allemagne et l'Italie ont à peu près seules droit au titre de Puissances continentales.

Avant la guerre, les Grandes Puissances et leurs Empires se classaient approximativement dans l'ordre d'importance suivant, si l'on se base avant tout sur les effectifs de leur population:

L'empire britannique, le plus grand de tous les temps, couvre 40 millions de km.2. Il compte plus de 500 millions d'âmes. Il accapare, à lui seul, un quart des terres du globe et un quart de la population de celui-ci. C'est l'Empire des mers par excellence. Son plus grand territoire est au-delà de l'Atlantique: le Canada, plus grand que l'Europe. Son plus grand réservoir humain est aux Indes, dont les peuples font les deux tiers de la population de l'Empire.

Le deuxième groupe est formé par l'U.R.S.S. Encore un territoire immense, toutefois moitié plus petit (20 millions de km.2) que celui de l'Empire britannique. Et ses habitants ne constituent qu'un tiers du total de l'Empire rival. Si l'Empire britannique s'étend avant tout sur les mers, l'U.R.S.S. forme un groupement strictement continental: il chevauche également sur l'Europe et l'Asie. La République russe y détient le commandement, retenant les quatre-cinquièmes de la superficie et de la population.

Troisième Empire: les Etats-Unis. La moitié moins grand (10 millions de km.2), à nouveau, que l'U.R.S.S., mais une population en chiffre à peine inférieur (plus de 150 millions). Les Etats-Unis, c'est comme on le dit couramment, l'Amérique. L'Union y représente l'essentiel (les 4/5 de la surface et des habitants).

L'Empire français, en admettant qu'il constitue encore un tout, sans réserve, est plus grand (12 millions de km.2) que les Etats-Unis, mais sa population ne fait que dépasser les 110 millions. L'Empire est principalement africain; le continent noir compose presque toute sa surface et plus du tiers de sa population.

L'Empire japonais était incomparativement plus petit que les vastes territoires susmentionnés. Il ne dispose, en effet, que de 681,000 km.2. C'est sa population exubérante (plus de 100 millions

d'êtres), qui en fait une Puissance: le Soleil-Levant de l'Extrême-Orient. Toute l'importance est dans ses îles.

L'Allemagne, avant la guerre, était encore moins étendue (470,000 km.2). Elle accusait cependant sa vitalité par ses 65 millions d'habitants. Elle constituait la Puissance européenne par excellence, ayant été privée de ses colonies. Elle n'avait point renoncé à celles-ci, comme en témoignaient ses revendications.

Pour terminer la liste, l'Italie. Vaste région politique, puisque sa surface mesurait près de 4 millions de km.2 et une population d'importance (plus de 50 millions d'habitants). C'est la Puissance spécifiquement méditerranéenne. Sa surface comprenait des contrées sans grand intérêt; on se souvient de la boutade de Mussolini: «Je ne suis pas collectionneur de déserts».

Au total, trois Puissances, les premières à l'exclusion de la Russie, étaient désignées par leurs détracteurs sous le qualificatif de ploutocratiques. Elles s'étaient assurées plus de 60 millions de km.2 et près de 800 millions d'individus. Les trois dernières se nommaient elles-mêmes prolétariennes: plus de 200 millions d'êtres ne disposaient que de 5 millions de km.2, terres stériles en bonne partie. On serait tenté d'adjoindre au groupe la Russie bolchévique, si cette Puissance énigmatique n'avait pas tous les éléments de la Puissance ploutocratique.

La guerre a transformé le tableau. On assiste à l'ascension des nations «prétéritées».

Le Japon s'installe désormais sur près de 3 millions de km.2. Il a plus que doublé sa population (240 millions). Il a pris pied sur le continent, en Mandchourie (1,3 million de km.2 et près de 40 millions d'habitants), déjà depuis plusieurs années, et en Chine, où il exerce sa volonté sur 600,000 km.2 et 100 millions d'habitants. Il n'est pas question de l'Indochine française.

L'Italie a vu sa surface diminuée (elle dépasse à peine 2 millions de km.2), mais sa population a augmenté (55 millions d'habitants). Si elle a été ramenée à la Méditerranée seule, par la perte de son Afrique orientale, elle s'est assurée la maîtrise de l'Adriatique par l'occupation de la Dalmatie et son influence sur la Slovince, la Croatie et le Monténégro.

C'est l'Allemagne qui montre la plus grande transformation. Elle commande, actuellement, sur une région de plus de 4 millions de km.2, près de dix fois plus que ce qu'elle possédait il y a deux ans. Elle régit aussi plus de 280 millions d'habitants. Elle a maîtrisé plus du tiers du continent européen et près des deux tiers, si l'on compte la Russie occupée (1 million de km.2 et 50 millions d'habitants).

De la sorte, les Alliés, de l'accord tripartite sont maîtres de près de 9 millions de km.2 et de pas loin de 600 millions d'habitants. C'est le triple de la période d'avant-guerre. L'Axe y est l'élément prépondérant et l'Allemagne occupe la première place.

Faut-il, comme beaucoup le déclarent, ajouter à ces montants la France de Vichy, collaboratrice? Mais il y aurait lieu de détacher de l'Empire français les territoires, comme l'A.E.F. et la Syrie, soumis à l'armée gaulliste. On arriverait alors au total impressionnant de 21 millions de km.2 et de 689 millions d'humains,

alors que la «défection» de la France ramènerait les «Puissances satisfaites» à 50 millions de km.2 et 678 millions d'individus. Les deux groupes seraient à égalité. Seule la Russie ferait pencher la balance en faveur du dernier. Celui-ci aurait encore pour lui l'avantage des moyens économiques et financiers et... l'or. Celui-là, l'Allemagne avant tout, pourrait se targuer d'une meilleure concentration, d'une préparation technique supérieure, d'une organisation modèle.

Quel sera le résultat du conflit? Qui aura la meilleure forme d'économie du monde? C'est ce qu'il faudra voir dans la prochaine chronique.

Ch. B.

Arrêté fédéral

permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail

(Du 1er octobre 1941)

L'assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu les articles 64 et 34ter de la constitution; vu le message du Conseil fédéral du 21 mai 1941, arrête:

I. Dispositions générales. Article premier. Des conventions passées entre associations d'employeurs et de travailleurs sur des questions relatives aux conditions du travail (contrats collectifs de travail et accords analogues) peuvent recevoir force obligatoire générale selon les dispositions ci-après.

Art. 2. La déclaration de force obligatoire générale ne sera donnée que si la mesure répond à un besoin, si les clauses visées tiennent équitablement compte de la diversité des conditions d'exploitation et des diversités régionales, ne contiennent rien de contraire à l'intérêt général et respectent l'égalité devant la loi, de même que la liberté d'association.

Sauf circonstances spéciales, force obligatoire générale ne pourra être donnée à des clauses d'un contrat collectif de travail que si la majorité des travailleurs auxquels cette mesure doit s'appliquer et la majorité des employeurs, ceux-ci devant, au surplus, occuper la majorité de tous les travailleurs en question, sont liés par le contrat ou souscrivent aux clauses à rendre obligatoires. Le consentement d'une association emporte le consentement de tous ses membres.

Force obligatoire générale ne sera pas donnée à des dispositions impératives des lois fédérales ou de celles des cantons intéressés.

Au surplus, l'autorité apprécie librement s'il y a lieu de donner la déclaration de force obligatoire générale.

II. Procédure. Art. 3. Si les clauses auxquelles doit être donnée force obligatoire générale ne sont applicables que dans un canton ou une partie déterminée d'un canton, le droit de donner la déclaration de force obligatoire générale appartient au gouvernement cantonal.

Le Conseil fédéral est compétent dans tous les autres cas. Il précisera, au besoin, si et dans quelle mesure les déclarations de force obligatoire générale déjà faites par les cantons sont annulées.

Art. 4. Pour être valables, les déclarations de force obligatoire générale faites par les gouvernements cantonaux devront avoir été approuvées par le Conseil fédéral.

L'approbation doit être refusée lorsque les conditions de fond ou de forme posées par le présent arrêté ou par les dispositions d'exécution pour la déclaration de force obligatoire générale ne sont pas remplies.

Les maisons ci-dessous se recommandent vivement à Messieurs les fabricants d'horlogerie; elles assurent une exécution prompte et soignée de leurs ordres, une discrétion absolue, des mandats qui leur sont confiés, les conditions les meilleures.

DEVIS - PROJETS - CONSEILS



Pour tous renseignements
s'adresser à la

CARFA S.A.
PERY s./Bienne

Pour le **nettoyage** de vos

**déchets de coton, chiffons et
forchons industriel usagés**

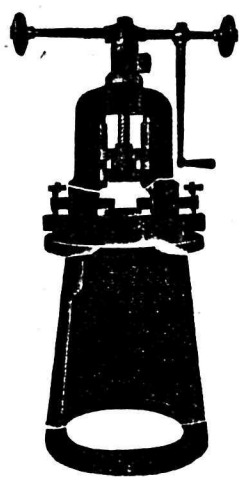
adressez-vous à la maison

Frédéric Schmid & Co.

Fabrique de déchets de coton et blanchisserie industrielle à

Suhr (Argovie)

Téléphone 2.24.12



Usine mécanique

ED. LUTHY & Co.

La Chaux-de-Fonds

BALANCIERS
PRESSES
LAMINOIRS

Machines p^r toutes Industries

ACHAT ET VENTE

Nouvelle adresse dès le 1er avril 1939

Rue du Grenier 18.

USINE DECKER S.A.

NEUCHÂTEL

Repoussage, Estampage
DE TOUS MÉTAUX

Cabinets métalliques
POUR HORLOGES

**Sachets
Sacs en papier**
tous genres

Papiers d'emballage, Papiers de soie, Papiers paraffinés, etc.

Alfred Muller & Cie
Manufacture de papiers
Imprimerie Lenzburg

BOLDUCKS DES LACS S.A.

Grands Pins, 2 NEUCHÂTEL Tél. 5.13.63

**FABRIQUE DE RUBANS RÉCLAME
ET D'ÉTIQUETTES EN RELIEF**

Maison spécialisée pour la fabrication d'étiquettes
en relief (marques de fabrique) pour l'horlogerie

Étiquettes métalliques pour bracelets et pour moires

ASSURANCE - CRÉDIT

Garantie contre les risques d'insolvabilité

„LA FÉDÉRALE” COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCES
21, TALACKER ZÜRICH

assure les livraisons de marchandises pour le cas de non-paiement
des acheteurs, que ceux-ci soient domiciliés en Suisse ou à l'Étranger. La garantie
s'effectue au moyen de Polices Globales ou Individuelles. La Compagnie rensei-
gnera, sans autre, les exportateurs que la chose intéresse particulièrement en ce
moment.

Pour la publicité de cette page

adressez-vous à

PUBLICITAS S. A.
NEUCHÂTEL



On cherche à acheter petite éventuellement moyenne

**Fabrique de montres
bracelets**

si possible avec ses propres calibres.

Faire offres sous chiffre AS 4858 J aux Annonces Suisses
S. A., Rue de la Gare 41, Bienne.

Diamants et brillants

Achat et vente de diamants bruts et taillés

HENRI WEBER
TAILLERIE DE DIAMANTS

Fondée en 1904
ZÜRICH 2

Téléphone 7.74.35
Bleicherweg 10

Fabrique d'horlogerie

possédant ses propres cal. (petites pièces ancre)
et pouvant livrer rapidement, **cherche collabora-
tion** avec maison conventionnelle.

Ecrire sous chiffre P 2014 N à Publicitas Neu-
châtel.

LISBONNE

Personne se rendant régulièrement à Lisbonne se charge-
rait de missions importantes.

Offres sous chiffre P 10670 N à Publicitas La Chaux-de-
Fonds.

A remettre pour cause de décès
**Fabrication d'horlogerie
conventionnelle**

membre F. H. groupe établissements.

Petit inventaire à reprendre.

Faire offres sous chiffre P 3741 P à Publicitas Bienne.

Cartons

Nous cherchons à acheter d'occasion lot de cartons
d'établissement petites pièces.

Faire offres avec prix et quantités à LÉONIDAS
WATCH Fy., St.-Imier.

U. S. A.

A sortir commandes de mouvements à fabricants sé-
rieux disposant de contingent pour 1942. Paiements
en Suisse.

Offres sous chiffre J 22231 U à Publicitas Bienne.

**Laine de bois
pour emballages**

Fabrique de laine de bois,
Noiraigue Tél. 9.41.32

Tours de Rolle, à fileter

Hauteur de pointes 120 mm., entre-pointes 500 mm. Précis.
Pratiques. Puissants. Avec ou sans moteur électrique.

Henri Martin, atel. constr. mécan. Tél. 7.55 04. Perroy-
Rolle.

**Moser, Ing.-Cons. Bre-
vets d'invention. Markt-
gasse 40. Berne La Chaux-
de-Fonds. Bienne.**

Filières métal dur,
diamant et saphir
Jauges en métal dur
Canons en saphir
et métal dur
Outils en diamant.
Pierres boussoles rondes
et coniques. Sertissage

Les fils
d'Antoine Vogel
Pieterlen
Téléphone 7.71.44

PIERRES FINES
Vérifiages - Amincissages
Lapidages
(Flachschleiferei)

A. GIRARD-ROTH
Erlach (lac de Bienne)
Téléphone 8.31.46

Toutes les spécialités.

Fabrication de Gainerie

en tous genres
Ecrins et marmottes pour voya-
ges. Articles pour étaler et ex-
poser montres et bijoux

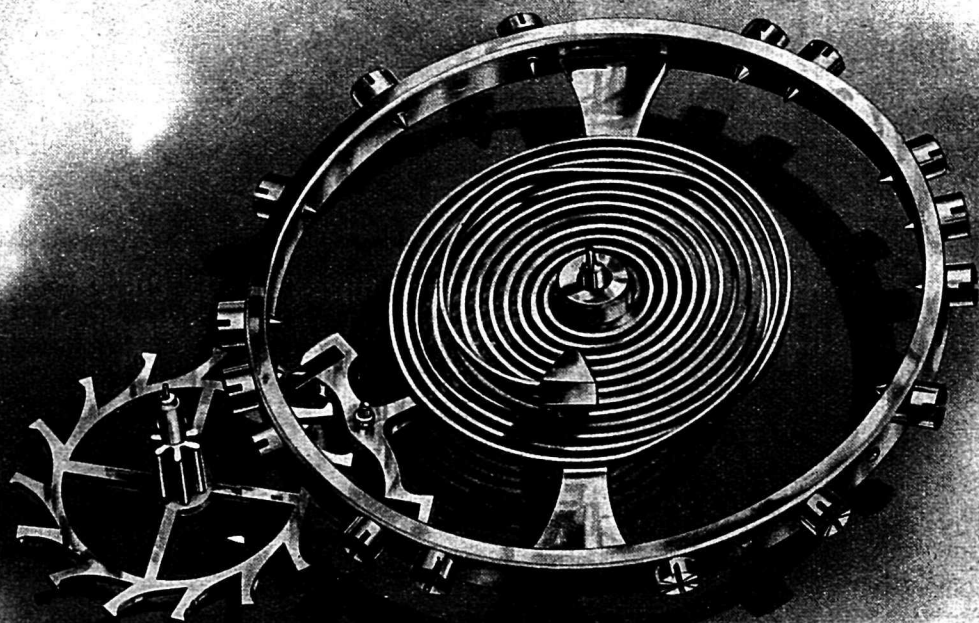
LANGENEGGER FRÈRES

La Chaux-de-Fonds
156, rue du Doubs
Téléphone 2.32.84

LES FABRIQUES D'ASSORTIMENTS RÉUNIES
LE LOCLE

LA SOCIÉTÉ DES FABRIQUES DE SPIRAUX RÉUNIES
LA CHAUX-DE-FONDS

LES FABRIQUES DE BALANCIERS RÉUNIES
BIENNE



H. & CO.

Extraits de

l'ordonnance no. 1 du département fédéral de l'économie publique sur l'extension de la culture des champs

(Obligation du ravitaillement direct de la population non-agricole)

(Du 4 octobre 1941)

IV. Plantations industrielles. Art. 10. Les entreprises occupant régulièrement au moins cent employés et ouvriers sont tenues de participer directement à l'extension de la culture des champs, afin d'assurer le plus largement possible l'approvisionnement de leur personnel en pommes de terre et en légumes.

Les entreprises qui occupent un nombre inférieur d'employés et d'ouvriers, mais dont la fortune frappée par le sacrifice pour la défense nationale dépasse un million de francs, sont tenues de participer directement à l'extension de la culture des champs, en proportion du nombre de leurs employés et ouvriers (art. 12).

Si les circonstances l'exigent, les organes cantonaux compétents peuvent soumettre d'autres entreprises à cette obligation, en tant qu'elles sont à même d'y satisfaire.

Les groupements patronaux et ouvriers peuvent être appelés à collaborer.

Art. 11. Les entreprises et groupements susvisés participent à l'extension de la culture des champs:

- a) en organisant ou en encourageant les plantations qui doivent mettre leurs employés et ouvriers en mesure d'assurer leur ravitaillement direct (art. 6);
- b) en créant leurs propres plantations;
- c) en créant des plantations d'entente avec l'association suisse pour la colonisation intérieure et l'agriculture industrielle.

Art. 12. L'entreprise qui crée des plantations conformément à l'article 11, lettres b et c, doit calculer autant que possible une surface d'un are par employé ou ouvrier. Pour le calcul de la surface totale, il sera cependant tenu équitablement compte des surfaces cultivées individuellement par le personnel de l'entreprise (petits jardins) et de la part prise par l'entreprise dans le développement des plantations industrielles.

Les cantons peuvent donner des instructions concernant l'application du premier alinéa.

Art. 13. Le travail dans les plantations industrielles n'est considéré comme accomplissement de l'obligation du ravitaillement direct que pour les employés et ouvriers chargés de ce travail. Est réservée la participation des autres employés et ouvriers conformément aux dispositions des chapitres II et III.

Art. 14. Les entreprises peuvent demander à l'Office de guerre pour l'alimentation tous renseignements utiles sur les terrains propres aux plantations industrielles. Ledit office prendra toutes dispositions utiles, d'entente avec l'office des améliorations foncières de la division fédérale de l'agriculture.

Art. 15. Les entreprises qui ne sont pas à même de créer des plantations industrielles sont tenues de s'adresser à l'association suisse pour la colonisation intérieure et l'agriculture industrielle à Zurich, qui créera de telles plantations pour le compte de ces entreprises et donnera les conseils techniques nécessaires.

Art. 16. Lorsque des terrains sont pris à ferme (affermage ordinaire ou forcé) avant que l'amélioration ou le défrichement soient terminés, il sera stipulé par écrit, lors de l'entrée en possession, par qui seront supportés les frais non couverts par la subvention.

Dix ans seront considérés comme durée d'amortissement normale; en règle générale, les annuités seront entièrement à la charge de l'amodiateur, durant la durée du bail. Il devra être tenu équitablement compte de ces annuités lors de la fixation du fermage.

Art. 17. Lorsque des terrains améliorés ou défrichés sont amodiés à des entreprises établies hors du canton, la subvention cantonale sera allouée conjointement par le canton où l'entreprise a son siège et par celui sur le territoire duquel le terrain est situé.

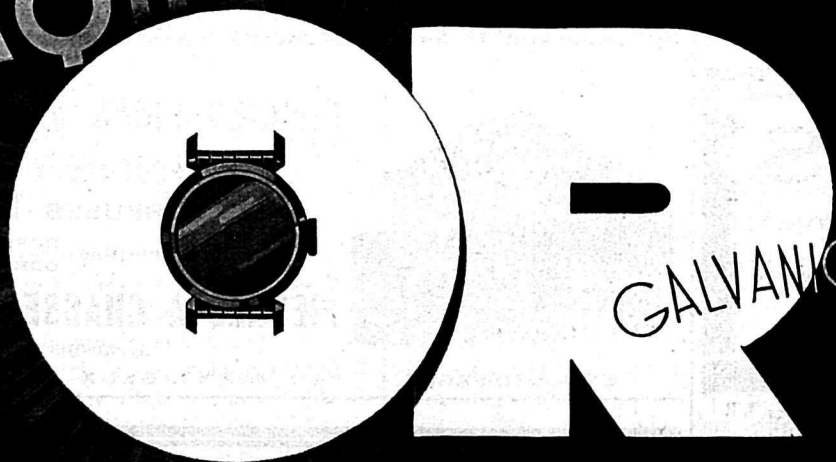
Si les deux cantons ne peuvent s'entendre sur la part de la subvention qui leur incombe, l'Office de guerre pour l'alimentation décidera sans appel, après avoir entendu l'Office fédéral des améliorations foncières.

VI. Entrée en vigueur et exécution. Art. 19. La présente ordonnance entre en vigueur le 20 octobre 1941.

L'Office de guerre pour l'alimentation est chargé de son exécution; il édicte les prescriptions nécessaires. Il peut déléguer ses pouvoirs à la section de la production agricole et de l'économie domestique et appeler les cantons et les organismes spécialisés à coopérer.

L'Office de guerre pour l'industrie et le travail édictera les prescriptions d'exécution concernant le service du travail civil obligatoire dans ses rapports avec le ravitaillement direct de la population non-agricole; il en surveillera l'exécution.

PLAQUÉ



GALVANIQUE

TH. MAEDER

VENTILATION S.A. STÆFA



FONDÉE EN
1890

DÉPOUSSIÉRAGE INDUSTRIEL
AVEC OU SANS FILTRAGE DE L'AIR
RÉCUPÉRATION DE MÉTAUX PRÉCIEUX
CHAUFFAGE PAR AIR CHAUD
CONDITIONNEMENT DE L'AIR

TÉLÉPHONE 93.01.36

EMPIERRAGE

de toutes ébauches
pierres chassées

ROGER ZURCHER

Les Brenets Tél. 3.30.86

Demandez prix courant Livraison rapide

Spécialités: Chronographes et chatons Grande précision



Réf. 304

ILEX WATCH

Jules Weber-Chopard

SONVILIER

TÉLÉPHONE 4.31.34

Demandez la belle montre „ILEX“

Spécialités:

Montres calendrier

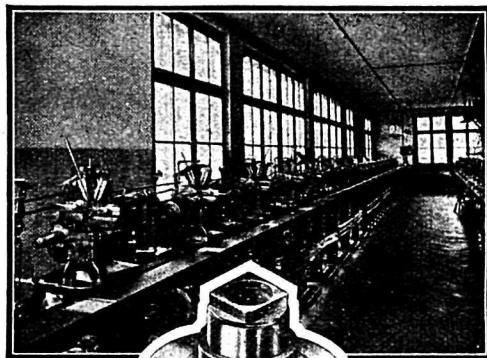
Montres seconde au centre

Mouvements et montres de 2 3/4 à 10 1/2"

SEITZ LES BRENETS

FABRIQUE DE FOURNITURES D'HORLOGERIE
HERMANN KONRAD S.A.

(LA CONDEMINÉ) MOUTIER (LA CONDEMINÉ)



PIERRES CHASSÉES - CHATONS - BOUCHONS
Empierrage de mouvements simples et compliqués

ALBERT STEINMANN

Téléphone 2.24.59

La Chaux-de-Fonds, Léop. Robert 109

Outillé pour faire le préparage d'ébauches

LIVRE VITE - BIEN - BON MARCHÉ

Seul fabricant des machines à calculer „STIMA“ et „TREBLA“
Se charge de la fabrication de tous genres de compteurs et tous travaux de grande série.

Si vous exigez un ressort nerveux et de qualité toujours régulière...

NERFOS S. à r. l.

saura vous satisfaire

COMMISSION
EXPORTATION
Maison fondée en 1838

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue des Sorbiers 19
Tél. 2.14.57

Vve Robert Bourquin

La Chaux-de-Fonds

Serre 32

Téléphone 2.44.48

Spécialité:

Etampes de Boîtes de Montres - Etampages

MÉROZ FRÈRES
LA CHAUX-DE-FONDS Rue du Commerce, 5



- Fabrique de pierres en tous genres pour l'horlogerie
- Livraisons rapides

Diamants industriels

en tous genres

BOART - CARBONE - (diamant noir) - BURINS

Outils DIAMANT

pour rectifiage des meules dures

FILIÈRES en DIAMANT

BASZANGER

6 RUE DU RHONE

GENÈVE

RUE DU RHONE 6

TÉLÉPHONE 4.43.54

SERTISSAGES



PIERRES FINES pour L'HORLOGERIE
BRUNNER FRÈRES
LES ÉCREUSES LE LOCLE

TÉLÉPHONES: BUREAU 3.12.57
DOMICILE 3.15.98

PIERRES A CHASSER, diamètres précis
Livraisons par retour.

EMBOUTISSAGES

PRIX AVANTAGEUX

EXPORTATION

Bibliographie

Nous rappelons la souscription de l'ouvrage de B. Ledermann: «Du rôle de l'Etat dans la réorganisation de l'industrie horlogère suisse». — Prix de souscription: Fr. 6.65. — Chèques postaux IV b 426, Administration de la «Fédération Horlogère Suisse».

Vve HENRI BUTZER

Société anonyme

La Chaux-de-Fonds

Téléphone 2.19.57

FABRIQUE D'ÉTAMPES

pour tous genres d'industries

SPÉCIALITÉ:

Etampes de boîtes

acier, métal, or, bijouterie.

L'approbation peut être retirée en tout temps si la décision apparaît contraire aux intérêts de l'économie du pays.

Art. 5. Ont qualité pour demander qu'un contrat collectif de travail soit déclaré de force obligatoire générale les deux parties au contrat ainsi que toutes les autres associations d'employeurs et de travailleurs qui seraient affectées par la déclaration.

La requête sera présentée par écrit à l'autorité compétente avec un exposé des motifs.

Elle spécifiera les clauses du contrat collectif de travail auxquelles force obligatoire générale devrait être donnée. Elle indiquera, en outre, le territoire, la profession et le genre d'exploitations auxquels s'appliquent ces clauses, ainsi que leur durée de validité.

Art. 6. A moins qu'elle ne doive être écartée de prime abord, la requête tendant à ce que force obligatoire générale soit donnée à un contrat collectif de travail sera publiée, dans les langues officielles des régions visées par le contrat, dans la « Feuille officielle suisse du commerce » et, si l'autorité compétente le décide, dans d'autres organes; un délai d'opposition sera fixé. Les cantons intéressés seront mis en mesure de donner leur avis.

Art. 7. Quiconque justifie d'un intérêt peut former opposition à la déclaration de force obligatoire générale.

Les oppositions doivent être communiquées à l'autorité compétente par écrit avec un exposé des motifs.

Art. 8. Les associations qui présentent la requête, de même que les employeurs et les travailleurs qui seraient visés par la déclaration de force obligatoire générale, sont tenus de donner à l'autorité compétente les renseignements permettant de déterminer le nombre des employeurs et des travailleurs auxquels le contrat collectif de travail est applicable et auxquels il s'appliquerait s'il était obligatoire.

Art. 9. Avant de donner force obligatoire générale à un contrat collectif de travail, l'autorité compétente demandera l'avis d'experts indépendants, à moins qu'un tel avis ne s'avère d'emblée superflu.

III. Décision de l'autorité compétente. Art. 10. Toute décision donnant force obligatoire générale à des clauses d'un contrat collectif de travail reproduira ces clauses et spécifiera le territoire, la profession et le genre d'exploitations auxquels elles s'appliquent, de même que la durée de leur validité. En cas de circonstances particulières, la décision peut excepter de son champ d'application certaines régions, certains genres d'exploitations ou certaines catégories de personnes.

Les clauses du contrat collectif de travail ne peuvent être modifiées par la déclaration de force obligatoire générale.

Art. 11. La déclaration de force obligatoire générale sera publiée, avec le texte des clauses visées du contrat collectif de travail, selon les prescriptions légales en vigueur pour les publications officielles de la Confédération ou, le cas échéant, des cantons; elle le sera également dans la « Feuille officielle suisse du commerce » et, si l'autorité compétente le décide, dans d'autres organes.

Les décisions de gouvernements cantonaux donnant force obligatoire générale à des clauses de contrats collectifs de travail ne peuvent être publiées qu'après avoir reçu l'approbation du Conseil fédéral, selon les dispositions de l'article 4.

Art. 12. A moins que la décision n'en dispose autrement, la déclaration de force obligatoire générale a effet à dater de la publication dans les organes officiels.

Lorsque la validité d'un contrat collectif de travail auquel doit être donnée force obligatoire générale est l'objet d'une contestation de droit civil, l'autorité compétente pour faire la déclaration apprécie librement s'il y a lieu de mettre ce contrat provisoirement en vigueur.

Art. 13. En cas de refus d'un gouvernement cantonal de donner force obligatoire générale à un contrat collectif de travail, les requérants peuvent recourir au Conseil fédéral pour fausse application des dispositions sur la déclaration de force obligatoire générale ou pour infraction à des dispositions de procédure; le délai de recours est de trente jours à compter de la notification de la décision.

IV. Effets de la déclaration. Art. 14. Les clauses d'un contrat collectif de travail qui ont reçu force obligatoire générale valent également pour les employeurs et les travailleurs qui, sans faire partie des associations contractantes, sont visés par la déclaration de force obligatoire générale (art. 10). Sont nulles les stipulations d'accords particuliers entre employeurs et travailleurs qui sont contraires aux dites clauses.

Art. 15. Tant que la décision donnant force obligatoire générale à des clauses d'un contrat collectif de travail est applicable, les parties doivent maintenir

la paix entre elles sur les points réglés par ces clauses. Elles ne doivent en conséquence employer ni continuer d'employer aucun moyen de contrainte.

Art. 16. Les personnes et les experts qui participent à l'exécution du présent arrêté, notamment dans le cas de l'article 8 et de l'article 17 (contrôles) sont tenus de garder le secret sur les constatations et observations faites dans l'exercice de leurs attributions.

Art. 17. En cas d'inobservation de clauses d'un contrat collectif de travail ayant reçu force obligatoire générale, les dispositions du droit civil sur l'exécution des obligations sont applicables. Les clauses de contrats collectifs de travail relatives aux conséquences des infractions et au contrôle de l'observation du contrat par les parties ne peuvent recevoir force obligatoire générale que s'il s'agit de sanctionner des obligations importantes. Les dispositions des articles 23 et 25 sont réservées.

L'autorité compétente (art. 3) peut, pour l'exécution du contrôle, faire appel au concours des associations contractantes et de leurs organes. Le Conseil fédéral peut déléguer aux cantons des attributions en matière de contrôle.

Le Conseil fédéral édictera des prescriptions complémentaires au sujet du contrôle et des frais.

V. Abrogation, modification, extension ou prorogation des clauses déclarées d'application générale obligatoire. Art. 18. Si le contrat collectif de travail prend fin, la déclaration lui donnant force obligatoire générale sera abrogée.

Dans ce cas, l'abrogation des clauses qui ont reçu force obligatoire générale a effet pour tous les intéressés soit aussi pour les membres des associations contractantes, à dater de la publication officielle de la décision. La publication est faite selon les dispositions de l'article 11, qui s'appliquent par analogie.

Art. 19. Lorsque la date à laquelle il est mis fin à des clauses d'un contrat collectif de travail ou à laquelle ces clauses sont modifiées ne correspond pas au terme de la période pour laquelle force obligatoire générale leur a été donnée, les parties contractantes sont tenues d'en informer en temps utile l'autorité compétente. Celle-ci doit être avisée notamment, sans délai, de la résiliation ou du non-renouvellement du contrat.

Si les parties contractantes ne sont pas d'accord quant à la date à laquelle les dites clauses cessent leurs effets, l'article 12, 2e alinéa, s'applique par analogie.

Art. 20. Toutes les dispositions du présent arrêté s'appliquent par analogie en cas de modification ou de suppression d'une clause d'un contrat collectif de travail qui a reçu force obligatoire générale, de même qu'un cas d'extension de la déclaration à de nouvelles clauses du contrat.

Les clauses modifiées demeurent en vigueur jusqu'à la publication officielle du nouveau texte.

Art. 21. A la demande des associations intéressées, la durée de validité d'une déclaration de force obligatoire générale peut être prolongée par l'autorité compétente, sous réserve que la procédure d'opposition ait été suivie. La décision sera publiée conformément aux dispositions de l'article 11. Il ne sera pas nécessaire de déterminer à nouveau si les clauses répondent aux conditions posées à l'article 2 pour la déclaration de force obligatoire générale. Les dispositions de l'article 18, 1er alinéa, sont réservées.

Art. 22. Si les conditions qui ont déterminé la déclaration de force obligatoire générale viennent à changer, l'autorité compétente peut, à la demande des associations intéressées ou de son propre chef, revenir sur cette déclaration, en étendre ou en restreindre le champ d'application quant au territoire, à la profession et au genre d'exploitation visés, de même que la durée de validité, ou l'abroger intégralement.

VI. Dispositions pénales. Art. 23. Celui qui enfreint l'obligation de renseigner l'autorité (art. 8), celui qui rompt la paix prescrite (art. 15), celui qui contrevient à l'obligation de garder le secret (art. 16), celui qui enfreint l'obligation d'informer l'autorité (art. 19, 1er al.), sera puni d'une amende de 2000 fr. au plus.

Les dispositions générales du Code pénal suisse et l'article 326 de ce code sont applicables par analogie.

La poursuite et le jugement des infractions incombent aux cantons.

VII. Compétence en cas de contestation. Art. 24. Les contestations relatives au champ d'application d'une déclaration de force obligatoire générale seront réglées souverainement par l'autorité compétente pour donner la déclaration. L'autorité prendra, le cas échéant, une décision explicative sur ce point.

L'autorité compétente peut déléguer ses pouvoirs à d'autres organes.

Art. 25. La compétence des tribunaux en matière de contestations d'ordre individuel et de nature civile sur

l'application des clauses de contrats collectifs de travail auxquelles force obligatoire générale a été donnée se détermine d'après les dispositions de procédure civile en vigueur. Les clauses contractuelles qui en disposeraient autrement ne peuvent recevoir force obligatoire générale.

VIII. Dispositions finales. Art. 26. Le présent arrêté est déclaré urgent et entre immédiatement en vigueur. Il a effet jusqu'au 31 décembre 1943.

Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution. Il édictera des dispositions complémentaires relatives à la procédure, ainsi que les dispositions d'exécution nécessaires. Il pourra également conférer aux prescriptions concernant les frais force exécutoire au sens de l'article 80 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Echanges commerciaux entre la Suisse et la Hongrie

Ainsi qu'il a déjà été annoncé, les négociations qui se sont déroulées récemment à Budapest ont abouti le 11 octobre 1941 à la signature d'une convention sur le trafic des marchandises et le règlement des paiements entre la Confédération suisse et le Royaume de Hongrie. Conclue pour un an, elle est entrée en vigueur, sous réserve de ratification des deux gouvernements, avec effet rétroactif au 1er octobre 1941.

Le Conseil fédéral a approuvé cette convention dans sa séance du 21 octobre 1941.

La nouvelle convention se substitue aux accords en vigueur jusqu'à ce jour. Elle réunit dans un même acte le statut contractuel hungaro-suisse, tout en l'adaptant aux conditions de l'heure présente. Les deux pays ont tenu compte de la nécessité de sauvegarder la structure traditionnelle de leurs échanges commerciaux. En ce qui concerne le règlement des paiements, le système en vigueur a été conservé pour la durée de la convention. La réglementation y relative s'étendra également aux territoires yougoslaves qui ont passé sous la souveraineté de la Hongrie. Quant au trafic des marchandises, les deux pays sont convenus de maintenir la composition traditionnelle des échanges réciproques fixés au cours de négociations antérieures. Des accords ont été signés, d'une part, pour l'importation de produits hongrois nécessaires à l'approvisionnement de la Suisse (légumes à cosse, œufs, volailles, sucre, chanvre, bétail de boucherie, denrées fourragères, chevaux, bois, charbon de bois, charbon, etc.). D'autre part, le programme des fournitures suisses à destination de la Hongrie a été complété et adapté à la situation nouvelle. La Suisse livrera notamment des textiles, des machines, des instruments, des appareils, des montres, des couleurs d'aniline et des produits pharmaceutiques.

Des accords ont en outre été conclus sur le trafic touristique de Hongrie en Suisse, ainsi que sur les paiements relevant du domaine de l'assurance. Les négociations ont également eu pour objet diverses questions financières (service de la dette hongroise en Suisse, créances spéciales de sociétés suisses, etc.) pour lesquelles la réglementation a pu être améliorée partiellement.

Les pourparlers ont été empreints d'un esprit de compréhension réciproque, en sorte qu'il est permis de présumer que les relations commerciales traditionnelles se développeront encore dans la mesure où les circonstances le permettront.

Bibliographie

Guide des Machines, Appareils et outils 1941

Un grand effort de propagande suisse, qui mérite d'être signalé, vient d'être réalisé par le « Bureau de Documentation Industrielle » (Dir. Hugo Buchser), 4, Tour de l'Île, Genève, au profit de l'Industrie Mécanique et Electro-Technique. Cette branche se doit, afin d'être encore mieux connue, d'avoir un livre d'adresses conçu avec précision pour qu'elle trouve dans le monde entier la place à laquelle elle a droit. L'éditeur a apporté de judicieuses améliorations à la huitième édition (1941) qui vient de sortir de presse. En effet, outre les index en français, allemand, anglais et espagnol, les nombreuses rubriques supplémentaires sont comme par le passé illustrées par de petits croquis représentant fidèlement la machine, l'outil ou l'accèssoire. Il devient, de ce fait, un document vivant et indispensable en indiquant d'une façon claire et nette les meilleures sources de la production suisse.

Le volume, au prix de fr. 10.—, peut être obtenu chez l'éditeur du « Guide des Machines, Appareils et Outils », Hugo Buchser, 4 Tour de l'Île, Genève.

Henri Grandjean

LA CHAUX-DE-FONDS

Transports Internationaux

EXPÉDITION D'HORLOGERIE POUR TOUS PAYS
TRANSPORTS MARITIMES PAR L'ITALIE
CAMIONNAGE OFFICIEL C. F. F.
ASSURANCE HELVETIA
AGENCE ET DÉPÔT DES CARBURANTS «BP»

Changement d'adresse

La Maison

Guiseppe Miragoli, Milan

Via Fieno 3, avise ses fournisseurs qu'à partir
du 20 octobre, ses bureaux seront transférés à

Corso Italia No. 1, Milan

Monteur de boîtes

Quel fabricant de boîtes, sortirait à domicile, tournages en séries, à chef de fabrication, très expérimenté et capable? Bonnes références.

Offres s. chiffre X 12674 L à Publicitas Lausanne.

Manufacture d'horlogerie bien fondée avec clientèle étrangère sérieuse et représentants, cherche

Associé

tacite ou actif pour entrée immédiate. Versement de capital à convenir.

Ecrire sous chiffre Mc 22243 U à Publicitas Bienne.

Des montres suisses au fond de la mer

Il se confirme que le bateau portugais « Corte Real » coulé récemment par un sous-marin dans l'Atlantique, transportait aussi une cargaison de produits suisses, notamment des montres. Il s'agissait de marchandises chargées à Gênes et transportées jusqu'à Lisbonne par des bateaux affrétés par la Confédération. De là, les marchandises furent transbordées à bord du bateau portugais.

En ce qui concerne les montres, il s'agit du courant normal d'échange de nos fabricants avec les pays d'outre-mer. On rappelle à ce propos que la Confédération a institué en son temps une assurance contre les risques de guerre et que toutes les marchandises expédiées sont obligatoirement assurées. C'est, croyons-nous, le premier sinistre important qui atteint des exportations suisses.

Convention
entre la Suisse et l'Allemagne concernant la
protection réciproque des brevets, dessins,
modèles et marques,
des 13 avril 1892/26 mai 1902

Par un échange de notes des 13 décembre 1940 et 4 septembre 1941 les gouvernements des parties contractantes ont constaté d'un commun accord que les effets de la convention s'étendent aussi au pays de la Marche Orientale, au pays des Sudètes et au Protectorat de Bohême et de Moravie.

Avis de l'Information Horlogère Suisse
Rue Léopold-Robert 42, La Chaux-de-Fonds

— Nous mettons en garde contre:

Bammerlin-Lippuner, E., Horn (Thurgovie).
Vaisman, A. & F., Lima.

On achèterais

préparage de pierres rubis rouge foncé, event. percé, tous cribles. Paiement au comptant à réception de la marchandise. Indiquer plus bas prix en faisant offres sous chiffre P 2015 N à Publicitas Neuchâtel.

Voyageur

connaissant bien les détaillants suisses est demandé par maison bien introduite et possédant nombreuse clientèle. Langue allemande indispensable. Offres sous chiffre P 3425 N à Publicitas Neuchâtel.



Papier de soie
d'emballage
Papier de soie
exempt de chlore
Papier d'emballage
„Exportation”
Papier paraffiné
P. Gimmi & Cie
„Papyrus” ST-GALL

helio-roto

pour catalogues
prospectus, etc.

HAEFELI & CO
LA CHAUX-DE-FONDS

Fournitures d'horlogerie en gros

Emile Blum

La Chaux-de-Fonds

Rue Jaquet-Droz 45
Téléphone 2.36.16

Grande production - Livraison rapide - Exportation dans tous pays

Seul fournisseur des spiraux avec viroles doubles brevetées, utilisables à gauche et à droite, très appréciées des horlogers rhabilleurs

Spécialement organisé pour la fourniture nécessaire au rhabillage des pièces d'échappements Ancres, Cylindre, Roskopf.

Balanciers réglés, tous calibres, toutes grandeurs, grand choix.
Axes, Tiges d'ancre, Cylindresseuls
Pierres en toutes qualités, Couronnes, Tiges remontoir tous genres,

Fabrique de pierres fines

pour l'horlogerie et l'industrie

Spécialités: Rondelles et contrepivots

tous genres, diamètre précis, qualité courante et soignée

A. Pollens Fils

Vaulion (Suisse)

Tél. 8.49.39
Ad. télégr. POLLENS

Pitons acier

A Guinand
fab. Vaulion.

On cherche

une horloge

de comptoir sans sonnerie, grand balancier; aiguille de seconde précise.

Offres sous chiffre P 2016 N à Publicitas Neuchâtel.

NOTZ & CO.
BIENNE
ACIER
SANDVIK

Economie industrielle

Etudes — Conseils

Organisations et expertises de toutes questions industrielles

Dr René Prébandier
expert-industriel
NEUCHÂTEL



1.. 2.. 3.. 4.. 5..

Voici les 5 avantages du . .
nouveau „Guide des Acheteurs”

1. Tous les renseignements en un seul volume.
2. Dictionnaire technique, français, allemand, anglais.
3. Format de poche, pratique et élégant.
4. Livre de téléphone.
5. Registre de marques complet.

Le livre de propagande
le plus approprié

S'adresser Administration du „Guide des Acheteurs” 4, Tour-de-l'Île, Genève